

L'ENTRETIEN > Durant tout l'été, décryptages de la crise politique et sociale.

Penser réduire les inégalités économiques par la lutte des travailleurs (des ouvriers aux cadres) contre les patrons est totalement obsolète, démontre l'économiste Thomas Piketty. Mais la gauche n'arrive pas à penser hors de cette dialectique capital/travail.

Entretien Sylvain Bourmeau

LA FIN DES RENTIERS, LE DÉBUT DES CHANTIERS

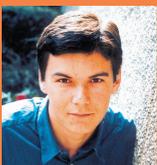
Dans votre livre *Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle*¹, vous montrez comment l'impôt fut l'outil majeur de la politique de redistribution, mais vous pointez aussi les fortes inégalités de revenus qui continuent de traverser la société française.

Thomas Piketty – Je fais partie d'une génération qui a eu 18 ans en 1989, et je me sens vacciné contre un certain nombre de choses. Au cours du XX^e siècle, la gauche a tenté différentes manières de réduire les inégalités et d'apporter davantage de justice sociale ; certaines se sont soldées par des échecs désastreux et lamentables, à commencer par l'appropriation collective des moyens de production – considérée au début du siècle comme le moyen par excellence de réduction des inégalités –, d'autres outils ont, au contraire, plutôt très bien fonctionné. C'est le cas de l'impôt progressif, né avec le siècle – 1901 pour l'impôt sur les successions, 1914 pour l'impôt sur le revenu. Cet outil a sans doute même dépassé les espérances de ses promoteurs : loin de se limiter à un effet à court terme, il a eu un impact sur la structure des inégalités, mais aussi sur la structure

même de la société. L'impôt n'a pas réduit toutes les inégalités, mais il a permis une transformation majeure : le passage d'une société de rentiers à une société de cadres, d'une société où le haut de la hiérarchie sociale était occupé par des gens vivant essentiellement d'un patrimoine à une société où la hiérarchie est plutôt dominée par des gens qui travaillent, même si l'on peut questionner le niveau de leur rémunération.

Mais il est vrai aussi qu'à l'intérieur du monde du salariat, les inégalités n'ont pas vraiment été affectées. Et les rentiers ne représentaient qu'une toute petite fraction de la population, en gros 1 % au début du siècle. C'est à la fois peu et pas négligeable. En 1789, pour prendre un point de repère, l'aristocratie représentait environ 1 % de la population, mais passer d'une société d'ordre à une société sans aristocratie fut loin d'être un détail ! Ce qui s'est passé au cours du XX^e siècle a eu une importance tout à fait comparable.

Comment s'est opérée cette transformation ? Est-ce le résultat d'une volonté politique ou de tendances plus lourdes



Né en 1971, Thomas Piketty a fait des études de mathématiques et d'économie à l'École normale supérieure et à la London School of Economics.

Il a été professeur d'économie au MIT à Boston puis chercheur au CNRS avant d'être nommé directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Membre du Conseil d'analyse économique, il est l'auteur de *L'Économie des inégalités* (La Découverte) et des *Hauts Revenus en France au XX^e siècle* (Grasset).



Le Medef, en janvier 2001

observables dans toutes les démocraties occidentales ?

Une théorie un peu optimiste et quasi technologique voudrait qu'on soit passé d'une société de rentiers à une société de cadres du fait de l'évolution des techniques industrielles, de plus en plus exigeantes en termes de compétence. Peu à peu, la compétence aurait emporté sur la filiation ; les cadres compétents sur les actionnaires bedonnants. Mais cela ne s'est absolument pas passé comme ça. A la veille de 1914, on a une société de rentiers extrêmement florissante, avec une concentration ahurissante des patrimoines et des revenus. C'est vrai dans tous les pays. Et puis, de 1914 à 1945, surviennent des chocs très violents, qui s'accompagnent de destructions massives de patrimoines durant les guerres et d'une inflation très forte. Entre 1815 et 1914, il n'y a aucune inflation et puis, d'un seul coup, entre 1914 et 1945, les prix sont multipliés par cent : cent francs en obligations d'Etat à la veille de la Première Guerre mondiale ne valent plus qu'un franc en 1945. Les faillites des années 30 ont été considérables. Cette période de crise n'est pas liée à un processus technologique graduel.

La vraie question, c'est : pourquoi, après la crise, n'est-on jamais revenu à l'état initial de concentration du capital, celui qui prévalait en 1914 ? L'explication la plus vraisemblable réside dans l'arrivée sur la scène de l'impôt progressif sur le revenu et sur les successions. Son mécanisme est simplissime : il rend beaucoup plus difficile d'accumuler et de faire perdurer par-delà les générations des patrimoines d'un niveau suffisant pour qu'on puisse se permettre d'en vivre. L'institution de l'impôt progressif a empêché nombre de détenteurs de très gros patrimoines de se relever des chocs de l'entre-deux-guerres.

Si aujourd'hui dans la rue vous croisez quelqu'un qui dispose de 50 000 francs de revenus par mois – ce qui correspond à peu près au début de la tranche du 1 % des revenus les plus élevés –, il y a toutes les chances pour qu'il soit un cadre supérieur qui vit essentiellement de son salaire et très peu de chances qu'il s'agisse d'un rentier vivant, par exemple, des loyers de son patrimoine immobilier. Il y a un siècle, c'était exactement le contraire. Si cette transformation est fondamentale, c'est non seulement parce qu'elle a restructuré la société mais

aussi parce qu'elle a légitimé les inégalités. Si les inégalités sont aujourd'hui beaucoup moins fortement remises en cause qu'il y a un siècle, c'est aussi qu'il existe cette conscience générale diffuse que rares sont ceux qui vivent de leur capital. L'inégalité des revenus du travail, même quand elle est très grande, a toujours été mieux acceptée que l'inégalité entre capital et travail. Pour caricaturer, on peut dire qu'on est passé d'une société où le haut de la hiérarchie ne travaillait pas et contemplait le bas qui bossait quinze heures par jour, dimanche compris, à une société où le haut prétend travailler comme une brute – ça fait partie de l'affirmation de soi d'un cadre supérieur – et contemple le bas qu'il décrit comme un tas de chômeurs ou de RMistes. C'est un peu exagéré mais pas totalement faux. La courbe du temps de travail en fonction du revenu s'est totalement inversée.

La distinction du "haut" et du "bas" est beaucoup utilisée ces derniers temps, mais on a l'impression que les représentations de la structure sociale qui transparaissent dans les discours sont assez éloignées des réalités. Les responsables politiques >>>

L'ENTRETIEN

»» parlent, par exemple, à tort et à travers des classes moyennes sans très bien savoir de qui ils parlent.

Un des grands problèmes de ces discours, c'est qu'on désigne souvent comme "classe moyenne" des groupes sociaux et de revenus qui, en vérité, se situent bien au-delà de la moyenne véritable des revenus – et même assez haut dans la hiérarchie effective. Il faut rappeler que, pour faire partie des 10 % des foyers qui ont les revenus les plus élevés, il "suffit" de dépasser actuellement 22 000 francs par mois par foyer. Ce sont des groupes qui ne se perçoivent pas et qui ne sont pas perçus comme privilégiés, et ils sont souvent décrits dans les discours politiques comme des classes moyennes. On continue de les appeler ainsi parce qu'ils partagent avec la moyenne et la masse de la population une caractéristique fondamentale, celle de vivre de leur travail. Traditionnellement, l'appellation classe moyenne désignait précisément cela : des gens qui, comme aujourd'hui, ont des revenus notablement plus élevés que les revenus moyens mais qui se différencient de ceux qui vivent de leur patrimoine.

Le problème de ce type de représentation, c'est que le haut de la distribution a presque disparu. D'une certaine façon, la disparition des rentiers a laissé la redistribution orpheline de sa cible ; on ne s'est jamais vraiment remis de cette disparition. Trop longtemps, les partis de gauche ont continué de tenir un discours comme si cette cible existait toujours, comme si on pouvait continuer de

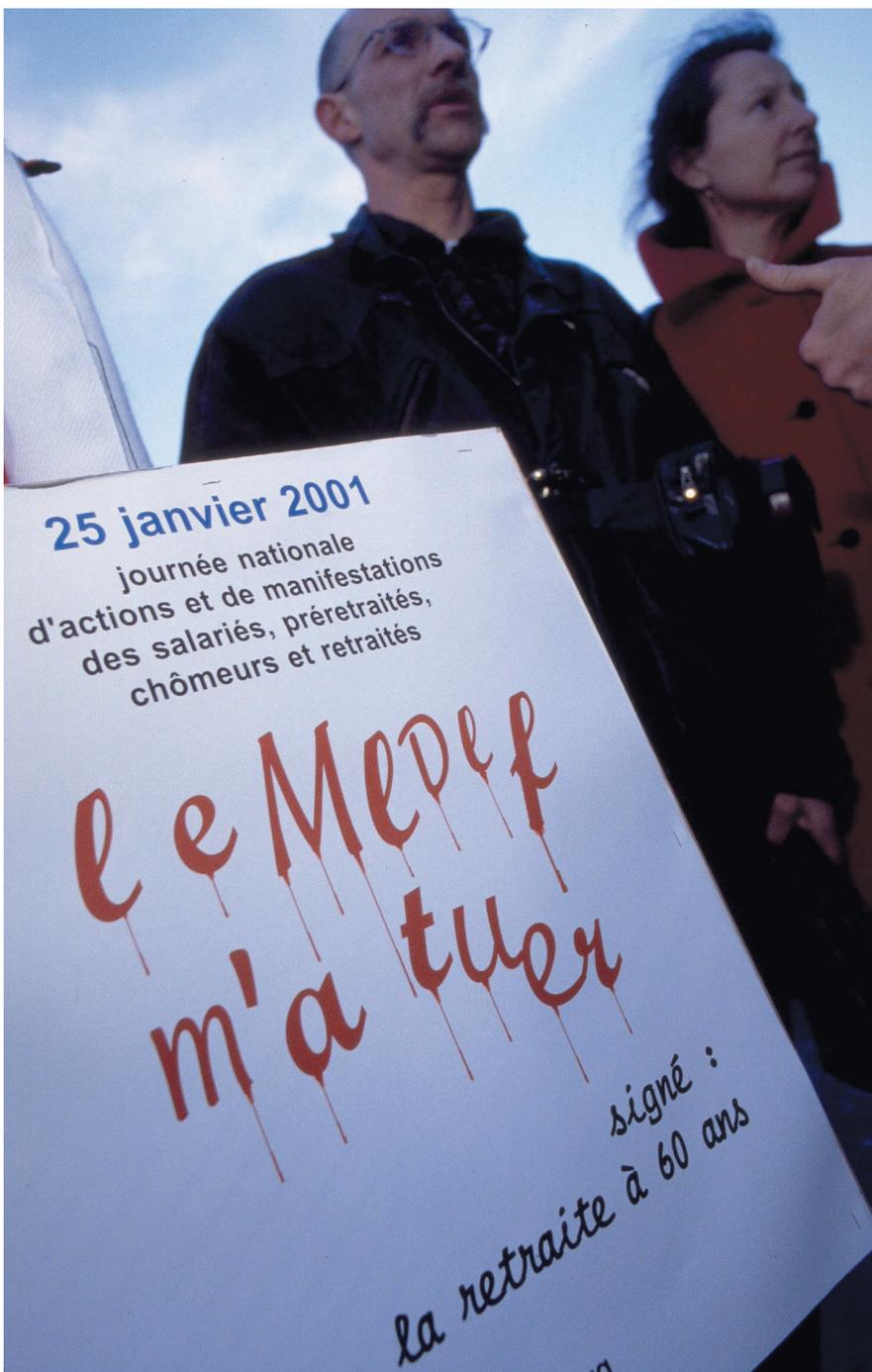
décrire le monde comme un affrontement capital/travail, avec les détenteurs de capital tout en haut dominant la hiérarchie et un immense magma supposé homogène de travailleurs. Une telle vision est aujourd'hui totalement à côté de la plaque. Parce que la gauche (ou l'His-

toire) a atteint un premier objectif : résoudre la question des rentiers. Cela fait longtemps maintenant que les inégalités passent plutôt à l'intérieur du travail et du salariat. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas prêter attention à la question des revenus du capital, mais se focaliser sur les stock-ops conduit à une impasse.

Prisonnière de schémas datés, la gauche ne verrait donc plus clairement les inégalités qu'elle se doit aujourd'hui de réduire ?

Je le pense. De manière un peu provocatrice, on peut dire que les 35 heures illustrent cet aspect un peu daté de la vision de la redis-

"L'impôt n'a pas réduit toutes les inégalités, mais il a permis une transformation majeure : le passage d'une société de rentiers à une société de cadres."



tribution. Dans les 35 heures, il y a fondamentalement l'idée de redistribution capital/travail : les travailleurs dans leur totalité – des ouvriers aux cadres – arrachent aux patrons, au capital un nouvel acquis social... Dans certaines entreprises, cela a très bien marché mais, dans d'autres, si cela s'est mal passé, c'est précisément parce que cette vision de l'inégalité ne correspondait pas à la réalité. Il y a beaucoup de petits chefs d'entreprises nettement moins bien lotis que de nombreux cadres supérieurs. Et pourtant les premiers sont des capitalistes et les seconds des travailleurs.

On fait comme s'il y avait le capital tout en haut et le travail en bas, mais ce n'est plus vrai. On a subventionné de façon massive des entreprises pour qu'elles puissent donner cinq semaines de congés supplémentaires à des cadres qui fondamentalement sont plutôt bien lotis et n'en avaient peut-être pas besoin ; et à côté de cela, on a vu des petites entreprises incapables de faire face aux 35 heures à salaire constant. Les catégories modestes de salariés se sont retrouvées avec de la flexibilité en plus, des salaires gelés, l'impossibilité de faire des heures supplémentaires et ont eu le sentiment d'y

“Avec 25 000 francs par mois, vous n’êtes pas très riche. Mais vous faites partie des 10 % des foyers les plus riches, et vous gagnez cinq fois plus qu’un smicard et dix fois plus qu’un RMiste.”

perdre. L’une des raisons pour lesquelles cela n’a pas marché, c’est qu’on n’a pas dit clairement entre qui et qui on allait redistribuer.

Moi, je suis pour la redistribution, mais il faut dire à qui l’on prend et à qui l’on donne. Dans le cas des 35 heures, on a fait comme si cela allait être grosso modo du capital vers le travail mais sans oser le dire vraiment. C’est étrange, la gauche fait comme si on était dans la situation antérieure mais sans le dire totalement, parce qu’elle sent bien que la structuration sociale n’est plus celle de l’entre-deux-guerres. Elle le sent mais n’en tire pas vraiment les conséquences. Quand Jospin décide de supprimer les allocations familiales pour les foyers qui gagnent plus de 25 000 francs par mois, le parti communiste proteste parce qu’on s’en prend aux familles moyennes et que c’est au grand capital qu’il faut s’en prendre ! Il y a vraiment un problème de vision des inégalités : si avec 25 000 francs par mois, vous n’êtes pas très riche, vous faites quand même partie des 10 % des foyers les plus riches, et vous gagnez cinq fois plus qu’un smicard et dix fois plus qu’un RMiste. On peut toujours trouver plus riche que soi mais, à un moment, il faut regarder les choses en face.

Les classes moyennes occupent une place centrale dans ces discours politiques – y compris comme on vient de le voir celui du PC – alors qu’elles ne représentent en fait qu’une petite minorité des foyers. Il ne s’agit donc même pas d’électoratisme.

La gauche a quand même fait un calcul. Quand on lit le livre de Strauss-Kahn, il y a très explicitement un calcul. Il exagère sans doute sur le thème “Il n’y a plus d’ouvriers, on ne peut donc pas construire une majorité avec eux”, mais il va plus loin, il ajoute : de toute façon, ils ne votent pas, et, quand ils votent, ils votent mal. Ce calcul est très explicite. Il n’a pas payé mais il a été fait.

Mais on ne peut pas construire une majorité en ne s’adressant qu’aux 10 % des revenus les plus élevés.

C’est certain et, de ce point de vue, il y a une formidable erreur dans cette stratégie fabiusienne selon laquelle il fallait baisser l’impôt sur le revenu des dites “classes moyennes” pour gagner les élections. C’est une erreur manifeste de jugement politique : quand on regarde les votes par classes sociales, on voit que la gauche fait effectivement très bien chez les cadres, beaucoup mieux que Chirac et beaucoup mieux que Le Pen. En revanche, chez les

ouvriers, Jospin arrive bon dernier du trio. La gauche partait sans doute du principe que le vote populaire lui était acquis, et se plaçait donc dans

une perspective de deuxième tour. Ils ont raisonné sur quelques points à la marge, c’est un calcul électoraliste mais de deuxième tour.

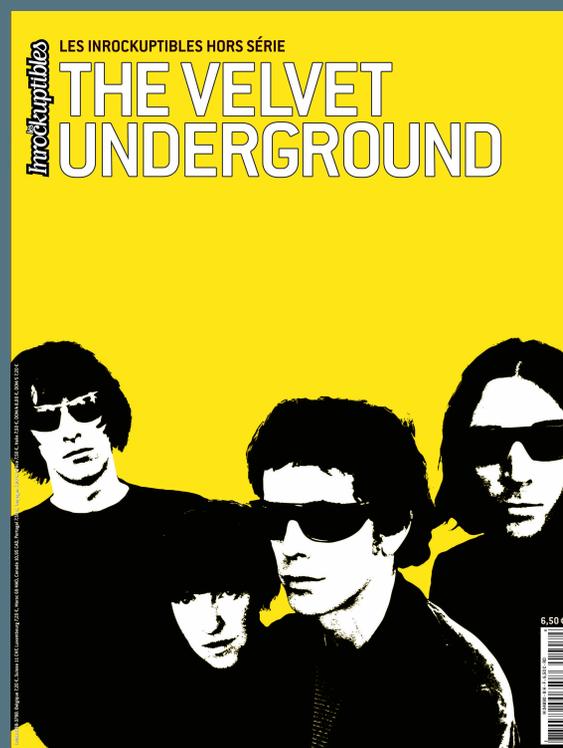
Quand on parle de reconstruction de la gauche aujourd’hui, on ne peut pas réduire la question au fait de savoir s’il faut être plus à gauche ou non. Je me sens très mal à l’aise par rapport à cette opposition Emmanuel/Fabius. Fabius a une façon très politicienne et peu imaginative de vouloir être moderne. Pour lui, être moderne, c’est prendre un élément du programme de la droite. Pour quelqu’un dont la principale compétence est censée être la stratégie politique, c’est étrange. Et que cette erreur ne conduise pas au moins à un renouvellement des hommes serait pour le moins surprenant. Mais de l’autre côté, il y a l’archaïsme de ceux qui se présentent comme l’aile gauche du PS. Le problème, c’est qu’aucun de ces deux pôles ne s’interroge, à partir du cas des 35 heures par exemple, sur les nouveaux moyens de réduire les inégalités. Il faudrait, pour cela, abandonner la prééminence d’une lecture en termes capital/travail.

Mais cette vision est très ancrée : depuis la Seconde Guerre mondiale, le mode canonic de représentation des inégalités passe par les catégories socio-professionnelles. Or ces catégories donnent une vision totalement apaisée, aseptisée des inégalités, ce sont des catégories où le groupe le plus élevé, les cadres, dispose de revenus qui sont décrits comme des revenus de classe moyenne. Quand vous avez une typologie sociale dont le groupe le plus élevé est considéré comme moyen, il y a un problème ! C’est un tour de passe-passe complet. Au fond, la gauche se comporte comme si on était parvenu à la société socialiste : tout le monde vit de son travail, tout va bien, on est arrivé au bout d’un cycle, on a atteint un certain idéal, réalisé un programme... C’est vrai, un premier objectif a été atteint. Mais s’il n’y a plus vraiment de rentiers, il devrait y avoir, en revanche, de nombreux nouveaux chantiers. ||

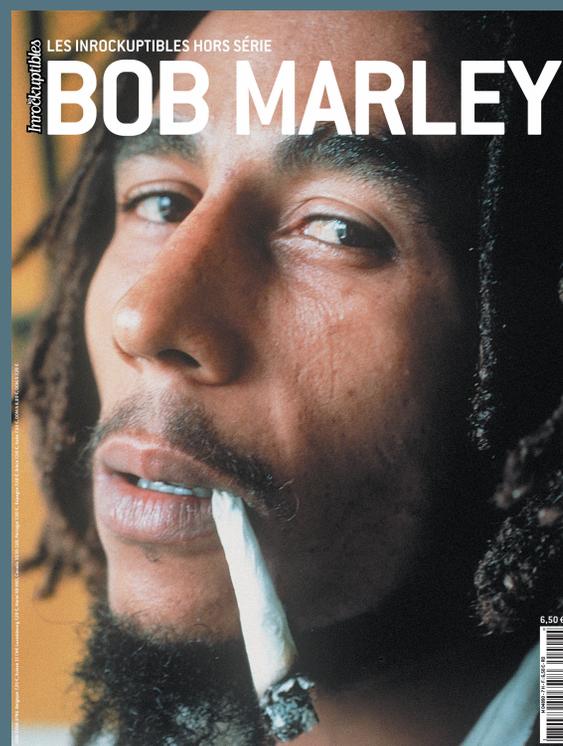
1. Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle, inégalités et redistributions 1901-1998, de Thomas Piketty, éd. Grasset, août 2001.

LA SEMAINE PROCHAINE > LUC BOLTANSKI, LE NOUVEL ESPRIT CAPITALISTE.

les Inrockuptibles



HORS SÉRIE



EN KIOSQUE